

*Christian VALLAR, Danièle MAZZEGA,
Brigitte CHARLES-NEVEU, Agnès ELBAZ,
Nadine LEROY-FRESCHINI (dir.)*

**PROCÈS ADMINISTRATIF ET PROCÈS CIVIL :
CONVERGENCES ET DIVERGENCES**

TABLE DES MATIÈRES

Liste des contributeurs	9
Sommaire	11
Introduction	
L'origine de la séparation des contentieux judiciaire et administratif, notes sur le débat historiographique	
Michel BOTTIN	13
Aperçus doctrinaux et philosophiques	
Pierre-Yves QUIVIGER.....	19
La phase pré-contentieuse en procédure civile et administrative	
Robert DURAND et Nadège MAHÉ	23
I. Les modes alternatifs de règlement des conflits communs aux procédures civile et administrative	25
II. Les modes alternatifs de règlement des conflits propres au droit privé et au droit public.....	36
A. Le rapport administratif préalable	36
B. La procédure participative	39
Les pourvois en cassation - Divergences et convergences	
Denis GARREAU.....	43
I. Le pourvoi en cassation est une voie de recours extraordinaire et un procès fait à un acte juridictionnel.....	44
A. La procédure de cassation	45
1. Les restrictions à l'accès au juge de cassation	46
2. L'absence de caractère suspensif du pourvoi.....	46
B. La nature du pourvoi en cassation a nécessairement des conséquences sur l'office du juge de cassation.....	47
1. La cristallisation du litige s'exprime simplement par l'impossibilité de soutenir des moyens nouveaux et de produire des pièces nouvelles ..	47
2. La circonstance que le pourvoi en cassation soit un procès fait à un acte, justifie la mise en œuvre de procédés de sauvetage de la décision attaquée	49
II. Le juge de cassation n'est pas juge du fait	50
A. Il faut d'abord admettre que, dans leur généralité, les cas d'ouverture à cassation employés par le Conseil d'État et la Cour de cassation sont très proches même s'ils peuvent emprunter des contenus différents	50
B. Le contrôle du fait : le principe de la souveraineté des juges du fond	51

Les questions préalables à l'examen de l'affaire au fond

Olivier TALABARDON	55
I. Le désistement.....	57
A. La comparaison par le point de vue du juge civil.....	57
B. Qu'en est-il en contentieux administratif ?	58
II. La compétence.....	59
A. S'agissant, tout d'abord, de la juridiction administrative.....	59
B. En matière civile, les règles de compétence ne sont en revanche qu'exceptionnellement d'ordre public.....	61
III. Le non-lieu à statuer.....	64
IV. La recevabilité	65
A. S'agissant du juge administratif, le principe demeure celui du caractère d'ordre public des règles de recevabilité.....	65
B. Qu'en est-il devant le juge civil ?.....	67

La maîtrise de l'instruction en contentieux administratif et en procédure civile

Patrice BLANC et Marie TOURET	69
I. Les cas d'instruction <i>a minima</i>	69
II. La préservation de l'équité par le respect du contradictoire, marquée par un interventionnisme bienveillant du juge administratif et par un arbitrage complexe du juge de la mise en état.....	70
III. La clôture de l'instruction	71

Procès administratif et procès civil : convergences et divergences le juge prescripteur

Claudine TERRAZZONI.....	73
Introduction	73
I. Le juge prescripteur dans les modalités du contrôle	74
A. Le renversement de la charge de la preuve	74
B. L'encadrement par le pouvoir d'injonction.....	75
C. La dissuasion par l'astreinte	76
II. Le juge prescripteur dans la mise en œuvre du contrôle	76
A. La substitution de motifs et de base légale.....	77
B. La modulation des effets de l'annulation	77
C. Le relais du pouvoir réglementaire.....	78

Procédure et efficacité « le juge prescripteur »

Natalie FRICERO.....	81
I. Aborder le juge prescripteur civil, la procédure et l'efficacité, c'est d'abord faire un constat : en principe, l'effectivité des décisions de justice dans le contentieux privé ne dépend pas du juge	82
II. Mais pour autant, le juge civil n'est pas dépourvu de pouvoir pour inciter le perdant à exécuter.....	83
III. Le droit pénal et le juge pénal viennent parfois conforter l'efficacité de la décision de justice civile	84

Les procédures d'urgence devant les juridictions de l'ordre judiciaire

Philippe RUFFIER	87
------------------------	----

Procédure et sécurité juridique - Procédure écrite et/ou oralité

Nadine LEROY-FRESCHINI	95
I. Pour les procédures de fond, la singularité du procès administratif explique ce « lien naturel » avec le caractère écrit de la procédure :	95
II. C'est en matière des procédures de référé, que l'oralité a pris toute sa nouvelle dimension	97
III. Ce récent développement de l'oralité est-il ressenti par les avocats comme un facteur d'insécurité juridique ou de meilleure efficacité des décisions rendues ?	98
IV. Quelles sont les évolutions possibles et souhaitables ?	100

La collégialité dans les juridictions administratives

Maryse DEGUERGUE	101
I. Un principe législatif à faible portée	103
A. Les avantages reconnus de la collégialité	104
B. Les exceptions notables à la collégialité	105
II. Un principe fonctionnel respecté en cas de nécessité	107
A. Une part irréductible de collégialité	107
B. L'appel possible à la collégialité par le juge unique	108

La collégialité dans le procès civil

Patricia LABEAUME	111
I. La collégialité : un état des lieux contrasté	112
A. Les éléments du débat sur la collégialité	112
B. Un débat majoritairement défavorable à la collégialité	112
II. Quel avenir pour la collégialité ?	114
A. La disparition progressive de l'audience collégiale	114
B. La collégialité entre fiction et réalité	115

Procédure et sécurité juridique - Motivation des jugements

Brigitte CHARLES-NEVEU	119
------------------------------	-----

La motivation des jugements par le juge administratif

Danièle MAZZEGA	125
I. Les raisons du laconisme	126
II. Les raisons de changer	128
III. Les modalités et les limites du changement	130
Conclusion	131

La standardisation de nos procédures civile et administrative par la CEDH : normalisation ou uniformisation ?

Christophe TUKOV	133
I. Un rapprochement par le développement de principes structurants communs :	134
A. Rapide aperçu des mécanismes de rapprochement	134
B. Nature et portée des rapprochements constatés	135
II. Irréductibles spécificités ou inéluctable fusion ?	137
A. Une normalisation inachevée : l'exemple du juge des référés administratif	137

B. Un coup d'arrêt à l'uniformisation : l'exemple du rapporteur public	139
--	-----

Rapport de synthèse

Christian VALLAR	143
------------------------	-----

Table des matières	151
---------------------------------	-----